8. fraudeurs aux élections d'enregistrement d'agence

L'Agence, l'inscription et les fraudes électorales

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

L'Agence Fraud a commencé peu de temps après le Scottish Interloper, l'Imposter faisant affaire sous le nom de "The United States of America, Incorporated" est arrivé sur nos côtes.

Il s'agissait essentiellement de sous-traitants embauchant d'autres sous-traitants pour eux-mêmes, pour faire leur travail, pour acquérir des compétences pas nécessairement déjà dans leur propre base de compétences organisationnelles, ou pour se fournir un moyen pratique de se distancier de la responsabilité des actions impopulaires.

Dès le début, ces relations entre les sous-traitants du gouvernement au niveau des deux sociétés municipales et les différentes agences qu'ils ont embauchées, avaient tendance à être voilées et présentées au public comme si les agences faisaient partie de la société municipale en question.

Parfois, cette tromperie sémantique et cette non-divulgation allaient jusqu'à qualifier ces agences de «départements» que le public supposait naturellement être des départements du sous-traitant américain d'origine, la République fédérale. D'autres fois, ils ont été présentés comme des services de renseignement internes et des organes chargés de l'application des lois du gouvernement actuel, alors qu'en fait, ces agences étaient toujours soit des franchises d'autres sous-traitants fédéraux, soit des sociétés individuelles en possession de contrats avec l'une des sociétés municipales de DC.

Personne n'a jamais dit à Joe Average American, ni à son gouvernement légal, que la République fédérale américaine - notre sous-traitant fédéral, était partie, en attendant une reconstruction qui ne s'est jamais produite grâce à l'obstruction et à la non-divulgation des deux sous-traitants municipaux qui font l'objet de nos réclamations.

Des exemples de cela peuvent être vus dans les cas du «ministère du Trésor» et du «ministère de la Justice» --- dont aucun n'est un véritable ministère.

Le Département du Trésor a dû être organisé en tant que sous-traitant distinct, car la majeure partie des fonctions du Trésor a disparu ou a été placée au large des années 1920. Au cours de ces réorganisations --- principalement en raison des faillites égoïstes déjà décrites, beaucoup de sale boulot a dû être fait, et les sociétés municipales de DC ne voulaient pas être directement responsables.

L'embauche d'un sous-traitant a donné aux sociétés municipales de DC un tampon intégré pour les isoler des critiques et fournir ce que l'on a appelé le «déni plausible»". Cet élément de non-responsabilité que les agences ont fourni était et est très apprécié par les politiciens de DC, ils ont donc créé plus de départements et embauché plus d'agences.

Le ministère de la Justice était un autre sous-traitant précoce. créé comme un service juridique interne et une veste pare-balles pour les Scottish Interlopers, qu'ils utilisaient pour se défendre à nos frais publics. La British Crown-operated Municipal Corporation continue de contracter ces services dans le cadre du même arrangement aujourd'hui.

Le MJ municipal géré par la Ville s'est développé par la suite et est une autre entité constituée distincte, exploitée par un autre sous-traitant de la Société municipale, le DOD, INC.

La confusion résultant de toute cette duplication des efforts et des agences utilisant des noms similaires, est une source constante de friction et d'animosité et pour nous, des dépenses. Ce n'est pas assez grave que nous soyons restés coincés à payer les services juridiques d'une société de services municipaux étrangers prédateurs qui nous usurpait l'identité et obtenait un accès illégal à notre crédit, mais nous avons dû payer pour deux de ces agences, l'une pour la municipalité territoriale britannique Sous-traitant de la société et un pour le sous-traitant de la société municipale gérée par la ville.

Un peu de raison a été introduit en adoptant la convention de nommer les agences gérées par la ville à l'aide d'acronymes - le MJ au lieu du ministère de la Justice, le BATF au lieu du Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu, le FBI au lieu du Federal Bureau d'enquête.

Tout cela a commencé dans les années 1870, mais le roi des agences était Franklin Delano Roosevelt, dont l'administration a créé plus de 350 de ces nouvelles agences fédérales jamais entendues. Tous ces nouveaux sous-traitants des sociétés municipales de DC étaient sous le pouce personnel et l'index du FDR, et tous ont compris qu'ils avaient des emplois gouvernementaux relativement sucrés avec des avantages comme l'assurance maladie payés aux frais publics, à cause de lui.

Pas étonnant que la plupart des employés de la fonction publique fédérale aient voté des billets droits du Parti démocrate à chaque élection politique des années 1930 jusqu'à présent.

Ces 350 nouvelles agences fédérales ont imposé un énorme fardeau aux deniers publics, en particulier en double, mais ni le FDR ni les politiciens du Congrès ne se sont souciés de cela. Alors comme maintenant, ils étaient plus soucieux d'acheter des votes avec de l'argent public, d'imposer

du travail aux sous-traitants et de récolter les fruits de la non-responsabilité.

Tout cela est extrêmement préjudiciable, à la fois à nos fonds publics et à la bonne administration du gouvernement, mais le pire des dommages survient lorsque ces agences sont confondues avec une forme d'autorité gouvernementale légitime, et le pire des dommages survient lorsque les employés de ces agences pensent qu'ils ont une autorité gouvernementale légitime lorsqu'ils ne le font pas.

Nous avons déjà décrit comment l'Internal Revenue Service / IRS constitue des dossiers faussement narratifs sur chaque Américain, affirmant que nous sommes tous engagés dans une activité liée à la fabrication, la vente ou le transport interétatique d'alcool, de tabac ou d'armes à feu --- et comment ils utilisent ensuite ce faux prétexte pour faire appel au Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu / BATF --- qui a des capacités légitimes d'application de la loi armée, pour faire le sale boulot de maisons et d'entreprises et tirer sur les gens pour l'IRS.

Tout cela est déjà assez mauvais et emblématique de la longueur à laquelle certaines de ces agences vont piéger, piller et piller --- mais cela empire quand une agence fédérale suppose qu'elle est habilitée à écrire littéralement la loi et que leur "loi" s'applique aux personnes vivantes et à leurs biens.

Cela résulte de la façon dont les sous-traitants de la DC Municipal Corporation criminellement négligents mal administrent les agences et permettent aux agences d'interpréter les actes du Congrès, mais elles le feront pour produire ce que l'on appelle le code administratif pour mettre en œuvre ces lois.

Ainsi, le Congrès territorial se dérobe à son devoir de décrire pleinement son intention et de fournir les détails sur la façon dont une loi doit être interprétée et mise en œuvre --- et laisse cela au personnel d'agence non élu opérant en tant que sous-traitants aux sous-traitants.

Le code administratif rédigé par l'Agence qui en résulte est souvent déroutant, oppressif et illégal ainsi que illégal, mais les agences fugueuses agissent sur leur propre autorité présumée pour faire appliquer leurs règles aux membres du grand public, jusqu'à et y compris mais sans s'y limiter aux projets de loi, arrestations, amendes et frais exorbitants et autres atrocités commises contre notre peuple et leurs intérêts commerciaux privés.

Les tribunaux ont repoussé à plusieurs reprises ces pratiques grossières et ces réactions excessives, plus récemment dans une affaire de la Cour suprême, EPA contre Virginie-Occidentale, mais cette question - le manque d'autorité de l'Agence - a en fait été réglée il y a cent ans par la Cour suprême du Tennessee dans une autre affaire, Shelby contre Norton County.

Notre pays et notre peuple sont en proie à cette mauvaise administration délibérée du Congrès territorial et des soi-disant agences fédérales depuis plus de cent ans et tout cela a été fait par les sous-traitants de la Municipal Corporation hébergés à Washington, DC, usurpant contre notre gouvernement légal en violation de la confiance et sous la couleur du droit.

La criminalité et le manque de responsabilité encouragés par les agences ont conduit à une dépendance flagrante à l'égard des ressources des agences et des agences, le Congrès territorial

ayant poussé de plus en plus son travail vers des spécialistes de l'embauche et du personnel de l'agence, s'appuyer sur ces personnes non élues pour rédiger les projets de loi et les actes que les membres des organes du Congrès territorial et municipal approuvent sans même lire le texte, et encore moins réfléchir aux implications de ce qu'ils font.

Nous nous retrouvons avec le spectacle de membres du Congrès qui ne savent vraiment pas ce qui se passe et ne semblent souvent pas se soucier des résultats de leur négligence grave et de leur manquement au devoir. Leur théorie semble être, il suffit de la signer et, comme l'a dit Nancy Pelosi, ils découvriront ce qu'il contient par la suite --- probablement au fur et à mesure que les plaintes affluent.

Il peut sembler que nous nous attaquons au Parti démocrate de manière partisane, mais nous avons déjà démontré le type de corruption favorisé par les républicains dans le cadre de notre discussion sur la façon dont T.E. Harriman et d'autres barons des chemins de fer ont réduit le coût du personnel de sécurité privé de leurs sociétés au public, puis ont continué à diriger ces armées privées, même si elles le jugeaient bon.

Le plus souvent, les Robber Barons ont utilisé leurs Pinkertons pour démolir les syndicats et menacer les concurrents, alors qu'ils n'étaient pas occupés à revendiquer tranquillement un "intérêt public" par des millions et des millions d'acres de terres comme droit de voies et de servitudes pour les chemins de fer et les services publics qui pourrait ne jamais être construit, puis facturer les impôts fonciers publics sur toutes ces acquisitions contrôlées et bénéficiant aux Robber Barons et à leurs amis.

Cet abus du public au nom de l'intérêt public s'est poursuivi jusqu'à nos jours, et tout comme les démocrates ont acheté des votes en utilisant l'argent public, les employés des Robber Barons ont voté des billets républicains directs pendant des décennies. Cela équivaut à deux porcs qui se disputent leur part d'un creux public qui n'appartient à aucun d'eux.

Plus récemment, ce phénomène s'est quelque peu éclaté avec des dizaines d'intérêts spéciaux rejoignant la frénésie alimentaire, aucun d'entre eux, à l'exception des organisations de soutien aux anciens combattants, n'ayant de raison particulièrement valable de demander l'aide de notre gouvernement --- la source ultime de tous ces paiements et soi-disant droits.

Ce qui s'est développé à partir de tout cela, c'est une "guerre" entre des factions politiques et commerciales rivales, Big Business contre Bureaucrats, à la fois en s'attaquant au public et en pillant au nom du gouvernement.

Pendant ce temps, les Américains de base sont restés largement inconscients des deux sociétés municipales de DC de plus en plus criminelles qui représenteraient notre gouvernement pendant sa longue et inexplicable absence. Les sociétés incriminées se sont donné beaucoup de mal pour que cela continue, à la fois pour cacher et déformer leurs activités criminelles derrière une cape d'autorité gouvernementale, et pour soutenir les fausses revendications sur l'abandon qu'elles ont faites et par leurs copains de banque à l'effet que notre gouvernement n'existe plus, et que tout le pays est donc à gagner.

L'existence de ces communications et l'existence de nos cinquante assemblées d'État et les documents de communication de notre gouvernement américain à la défunte reine, aux banques, aux hautes cours et littéralement des milliers de divers responsables de sociétés, nos signatures sur les traités postaux et les banques Traités et nos actions publiques enregistrées, comme la réitération de nos lettres patentes souveraines et le dépôt en temps opportun de centaines de revendications commerciales uniformes prouvent que, oui, notre gouvernement américain est toujours en vie et notre pays n'est pas abandonné et nous sommes en fait en session.

Le gouvernement légal de ce pays, comme beaucoup d'autres, a simplement été tenu dans l'ignorance par des intérêts commerciaux étrangers trahison et intéressés agissant en violation flagrante de la confiance et en violation de leurs contrats de service.

Nous avons déterminé que ces abus et les autres décrits tout au long de cette présentation étaient en cours et avons pris des mesures rapides pour porter nos revendications devant le pape Benoît XVI en 2005 et nous avons continué à faire valoir nos revendications et à prendre des mesures juridiques et légales appropriées depuis, y compris, mais pas limité à fournir aux sous-traitants de la Corporation municipale sept ans de procédure régulière, avis et enfin, en 2014, délivrance de notre jugement définitif et de nos ordres civils.

Depuis lors, il y a eu un processus lent de sensibilisation du public et un processus de correction administrative tout aussi lent, mais rien de tel que ce qui est raisonnablement exigé des directeurs responsables de la mauvaise administration des sous-traitants de la Municipal Corporation hébergés dans le district de Columbia.

C'est une chose de dériver vers la criminalité par un lent processus d'oubli, de paresse ou de délits mineurs, et une autre d'institutionnaliser les présomptions et les pratiques criminelles et de les poursuivre face à une réfutation et une remontrance déterminées, ouvertes et publiques. Telle a été notre expérience avec ces deux sous-traitants de la Corporation municipale et leurs nombreuses franchises au cours de dix-huit ans de correction et de reproche constantes.

Il ne fait aucun doute qu'ils savent qu'ils opèrent de manière criminelle et irresponsable et nuisible et illégale, mais ils continuent volontairement et souvent avec manque de respect envers leurs employeurs, à commettre des crimes de toutes sortes --- crimes administratifs, crimes commerciaux, crimes internationaux, crimes de guerre et crimes contre Dieu et l'homme.

Un exemple récent étonnant est l'adoption d'une loi de 2023 sur l'autorisation de la défense nationale de plus de 4 000 pages, qui autorisait les dépenses de copinage effrénées, les dépassements inconstitutionnels et les revendications d'autorité pour commettre des crimes et des sections proposant de tenir les criminels inoffensifs aux frais de l'État, et les membres du Congrès territorial ont admis qu'ils n'avaient pas le temps de lire ou d'envisager correctement.

Cela démontre clairement un autre mal résultant de la pratique d'utiliser une société municipale pour fonctionner "en tant que" gouvernement --- les membres des organes du Congrès territorial et municipal pensent qu'ils peuvent simplement jeter ces "offres" au grand public, et s'ils ne sont pas immédiatement arrêtés, castrés et pendus --- ça va.

Nous sommes ici pour vous dire qu'en dépit de notre politesse et de notre patience, rien de tout cela ne va et rien de tout cela n'est accepté.

La détente de 1937 connue sous le nom de Déclaration d'interdépendance des gouvernements aux États-Unis a permis la collusion et la coopération entre les deux sous-traitants de la DC Municipal Corporation. Ils ont uni leurs forces pour s'attaquer plus efficacement aux personnes qu'ils étaient contractuellement et moralement obligés de servir.

Les grandes entreprises ont trouvé des moyens de donner des pots-de-vin aux bureaucrates, et les Bureacrats ont trouvé des moyens de donner des faveurs aux grandes entreprises aux frais publics. Il y a quelques années, ces brigands sont allés jusqu'à légaliser les dons politiques illimités des entreprises, afin que les grandes entreprises puissent littéralement acheter des politiciens et que la seule importance possible de l'électorat se limite au vote lors d'élections d'actionnaires de plus en plus compromises.

L'avènement des machines à voter informatisées a marqué la fin même de cette voix marginalisée pour l'électorat. Maintenant, nous n'avons que le spectacle d'équipes rivales de geeks informatiques en compétition pour les moyens les plus récents et les meilleurs de pirater les résultats des élections.

Les élections elles-mêmes ne sont pas des élections publiques, ce qui fait que les titulaires de charge font un travail au profit et à la protection de ce pays et de sa population. Au lieu de cela, lorsque les gens s'inscrivent pour voter, ils sont supposés se porter volontaires sciemment et volontairement pour servir d'actionnaires ou agir en tant que franchises de sociétés municipales en faillite, et en échange du privilège de voter, ils peuvent choisir un titulaire de procuration, également connu comme un représentant, pour voter pour eux à Washington, DC.

Les électeurs trompés pensent qu'ils élisent des gens dans des bureaux publics, alors qu'en fait, ils sont engagés dans un type d'élection complètement différent, une élection privée pour élire des dirigeants d'entreprise. Les élections ne sont donc qu'un autre type de régime de fraude à la substitution. Les électeurs ne sont pas informés qu'ils sont censés fonctionner comme électeurs, à la place, et que leurs bureaux publics sont soit vacants, soit semblent occupés par des imposteurs ou, ici et là, occupés par des Américains faisant leur devoir public.

Les électeurs ne savent pas de quel type d'élection il s'agit, ne connaissent pas non plus la nature des bureaux à pourvoir et ne connaissent pas les candidats. Dans de telles circonstances, les résultats d'une telle "élection" doivent être tenus nuls et non avenus pour l'imprécision, la duplicité et la tromperie, indépendamment de toute dispute sur les tchads suspendus et dont le programme informatique conçu pour modifier les résultats des élections a été le plus efficace.

Les électeurs qui s'inscrivent pour voter et participent aux élections décrites ci-dessus ne sont pas informés qu'en votant dans ces élections déformées et non divulguées, ils acceptent de s'imposer pour les dettes de ces sociétés en faillite et d'obéir aux 80 millions de codes, lois et règlements qui ont été accumulés sur les citoyens fédéraux.

Les différentes divisions des élections de l'État d'État sont devenues si complètement lentes dans l'exercice de leurs fonctions que les personnes qui ne conservent même pas de résidence dans cet État d'État territorial sont autorisées à se présenter aux élections. Nous avons eu des gens de Californie - des gens qui ne prétendaient pas vivre en Alaska ni avoir l'intention de vivre en Alaska --- courir pour représenter les intérêts de l'Alaska aux États-Unis. Sénat. Nous avions des gens de l'Idaho proposant de faire de même pour le Michigan.

C'est comme avoir quelqu'un vivant au Panama, qui n'a jamais vécu en France et qui ne parle même pas français, représentant les intérêts de la France dans un organe législatif.

Nous souhaitons mettre fin à toutes les pratiques manifestement illégales susmentionnées qui sont institutionnalisées sur nos côtes.

Nous souhaitons la fin de la substitution des élections privées de la Corporation municipale aux élections publiques qui nous sont dues et dont nous sommes les héritiers.

Nous souhaitons mettre fin aux prétentions et pratiques qui ont permis aux organes du Congrès territorial et municipal de se soustraire à leurs devoirs et responsabilités en tant qu'organes législatifs et administratifs.

Nous souhaitons mettre fin à la négligence et au manquement au devoir dont ces membres étrangers des Congrès fédéraux ont fait preuve envers leurs responsabilités présumées et leur refusons tout droit assumé sur la base de ces mêmes responsabilités délirantes et négligées et éludées.

Nous souhaitons mettre fin à la duplication des services fournis par toutes ces agences et mettre fin à l'utilisation d'agences privées à but lucratif comme moyen pour les sous-traitants de la DC Municipal Corporation et leurs officiers et personnel d'échapper à la responsabilité, de pad les circonscriptions privées, permettre aux personnes non élues de créer des codes administratifs qui sont ensuite imposés au grand public en tant que lois, accélérer la fraude à la faillite, et faire respecter les contrats privés non divulgués et non consensuels obtenus en vertu de la couleur de la loi et d'autres faux prétextes.

Nous souhaitons mettre fin à tous les processus et demandes d'enregistrement non divulgués et non décrits, y compris les enregistrements des naissances, les immatriculations de camions et de voitures privés en tant que "véhicules à moteur", l'enregistrement des électeurs, --- en somme totale, nous souhaitons la fin de tous et toute inscription et toute demande d'enregistrement, et dans la mesure où certaines inscriptions dans des lieux très limités pourraient être nécessaires, nous souhaitons que toutes les obligations et tous les résultats de l'enregistrement soient pleinement divulgués et clairement énoncés dans tous les cas.

Nous souhaitons que l'interdiction générale décrite ci-dessus des processus d'enregistrement non divulgués et contraints et les demandes d'enregistrement incluent, mais sans s'y limiter, toutes les enregistrements effectués par les États-Unis. Département du commerce et ses franchises d'État servant à créer des franchises de sociétés municipales, et l'administration DOC / HSS (Santé et Services sociaux) forçant l'inscription aux programmes fédéraux de sécurité sociale, les États-Unis. Le ministère des Transports / DOT saisit des automobiles, des remorques et des embarcations de

plaisance privées, y compris des bateaux et des moyens de transport tout-terrain.

Nous souhaitons que toutes les conséquences de l'incorporation soient pleinement divulguées à toutes les personnes cherchant à intégrer tout type d'entreprise ou d'entreprise, de sorte que la perte de participation et les obligations liées à l'incorporation de quoi que ce soit, y compris une entreprise ou un service soumis à licence , par exemple, une licence de vente d'armes à feu, est entièrement et librement divulguée aux fondateurs et titulaires de licence potentiels.

Nous souhaitons que tous ceux qui ont incorporé des entreprises en l'absence de divulgation complète se voient offrir ces informations maintenant et aient la possibilité de dissoudre leur statut commercial incorporé sans entrave et nous souhaitons qu'elles soient dotées d'un système simple et facilement accessible et correctement les moyens annoncés pour ce faire.

De même, nous souhaitons que toutes les personnes qui ont des obligations de citoyenneté territoriale leur soient imposées par des officiers non déclarés en uniforme travaillant comme médecins, infirmières autorisées et dans d'autres postes de confiance, et qui "ont signé leurs enfants" et le droit d'aînesse de leurs enfants sans divulgation sous l'influence et la demande de ces agents étrangers, se voient accorder la même divulgation complète que celle décrite ci-dessus et une approche tout aussi accessible, simple, et option correctement annoncée pour dissoudre les dispenses successorales pour enfants et toutes les autres présomptions et obligations légales et associations politiques résultant de ces fausses enregistrements.

Nous souhaitons qu'un processus similaire de divulgation publique des effets et des conséquences de l'émancipation de la Corporation municipale soit mis à disposition et promu au grand public, afin que toute personne qui souhaite dissoudre les franchises municipales exploitées par la Ville opère en son nom à son insu ou consensuel accord, a la possibilité de dissoudre rapidement et sans controverse ces sociétés et toutes les obligations qui leur sont liées sans autre présomption légale ou obstruction.

Nous souhaitons que tous les membres du grand public reçoivent une éducation solide et véridique leur permettant de lire les divulgations complètes et d'évaluer les avantages et les inconvénients des différents statuts politiques et organisations commerciales, afin de conclure des contrats éclairés et consensuels lorsque et si de tels contrats sont nécessaires.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

28 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

---

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:27 UTC by Bee
Updated 2025-02-22 23:32:27 UTC by Bee